

Droit fiscal

nous produisons au Canada moins de modèles de voitures. Un fort pourcentage des voitures fabriquées au Canada sont vendues aux États-Unis. En réalité, la plupart des voitures fabriquées au Canada sont vendues au sud de la frontière. Les voitures qui ne sont pas fabriquées dans l'un des deux pays passent la frontière en franchise, c'est-à-dire qu'elles sont exemptes de droits pour les sociétés automobiles, mais pas pour les consommateurs.

Bien que le Pacte de l'automobile ait été en vigueur depuis une demi-douzaine d'années ou plus, et bien que les prix au Canada fussent censés être réduits au niveau des prix pratiqués aux États-Unis, il reste encore une différence marquée entre le prix d'une voiture vendue au Canada et celui d'une voiture vendue aux États-Unis. Par exemple, une Maverick achetée au Canada coûte \$636 de plus qu'elle ne coûte aux États-Unis. Une Cordoba coûte \$868 de plus au Canada qu'aux États-Unis, et une familiale Impala coûte \$910 de plus au Canada qu'aux États-Unis. C'est à la taxe fédérale de vente canadienne que nous devons une partie de cette différence de prix. Il n'existe pas de telle taxe aux États-Unis.

Abstraction faite de la taxe de vente fédérale, les fabricants d'automobiles ne peuvent justifier le montant supplémentaire qu'ils exigent des consommateurs. Même si l'on tient compte de la taxe, il y a encore un écart de prix de \$239 pour la Maverick, \$232 pour la Cordoba et \$254 pour la familiale Impala. Selon les données statistiques du gouvernement, les prix des automobiles au Canada sont, en général, plus élevés de 6.5 p. 100 que les prix en vigueur aux États-Unis. Le gouvernement a permis cela.

L'écart de prix pourrait disparaître dès demain si le ministre des Finances supprimait les droits d'importation sur les voitures. Si un Canadien pouvait se rendre de Toronto à Détroit, de Winnipeg à Fargo (Dakota Nord), ou de Vancouver à Seattle et revenir avec une voiture sans payer de droits de douane, les prix des voitures au Canada baisseraient immédiatement; autrement, les fabricants et les détaillants canadiens ne pourraient pas vendre leurs automobiles. Mais le gouvernement n'a pas permis cela. Le ministre n'a pas fait de proposition dans ce sens, non parce que cela ne peut se faire, ni parce que cela ne devrait pas se faire, mais parce qu'il pense que ce qui est bon pour la General Motors l'est pour le Canada. Lorsqu'un ancien président de General Motors, ancien ministre dans le gouvernement des États-Unis, a dit cela, il a eu tort. Au fond, c'est ce que le ministre des Finances a dit, et il a tort.

Nous n'avons pas besoin de propositions du genre de celles que le ministre nous présente; nous avons besoin de mesures fiscales qui redonneront du travail aux Canadiens. Tous les Canadiens valides devraient pouvoir avoir un emploi. Plusieurs provinces et le ministère fédéral de la Main-d'œuvre ont mis sur pied des programmes à l'intention des chômeurs chroniques, y compris les autochtones, et des autres qui ne travaillent pas régulièrement, dont les résultats prouvent qu'on peut ramener les gens au travail. Nombre d'expériences prouvent de façon concluante que tous les Canadiens valides peuvent trouver du travail.

[M. Orlikow.]

Nous avons beaucoup à faire au Canada pour obtenir le plein emploi. Ce qu'il nous faut, c'est un gouvernement qui se consacre à cet objectif. S'il s'engageait à l'assurer, nous l'aurions. Et si nous le voulons, alors nous nous devons de croire, ce que le gouvernement actuel ne fait pas, dans une planification économique réelle aux trois niveaux de gouvernement. Ceux-ci doivent faire ce qui s'impose pour renvoyer nos gens au travail. Nous devons stimuler l'économie par des programmes d'emploi, en réduisant les impôts, non pas des sociétés et des gens qui gagnent \$30,000 et plus par année, mais de ceux qui font \$3,000, \$5,000 ou \$10,000: ce sont eux qui ont besoin de réductions d'impôts.

Stimulons l'économie en réduisant les impôts indirects tels la taxe de vente. Dans les neuf premiers mois de 1974, les recettes de la taxe de vente fédérale ont augmenté de 50 p. 100. Les effets de cette taxe se répercutent sur à peu près tous les acheteurs Canadiens. Le gouvernement pourrait réduire le coût de la vie de tous les Canadiens en diminuant cette taxe de vente.

• (2110)

Ce sont les petits salariés qui se ressentent le plus de la taxe de vente, qui ont besoin d'encouragement et d'une réduction d'impôts. Mais le gouvernement ne les leur accorde pas.

Il nous faut des politiques de main-d'œuvre qui remettent les gens au travail. J'ai récemment eu l'occasion d'aller en Allemagne pendant une semaine ou deux en compagnie d'autres députés des deux côtés de la Chambre étudier les programmes de main-d'œuvre. Ceux que nous avons vus font paraître les nôtres...

M. Alexander: Anémiques.

M. Orlikow: Le député de Hamilton-Ouest (M. Alexander) parle d'«anémie». Il faisait aussi partie du groupe. Ce n'est ni le temps ni l'endroit pour entrer dans les détails, mais ces gens ont l'ambition de mettre en œuvre de tels programmes. Si quelqu'un ne travaille pas, ils essaient immédiatement de lui trouver un emploi ou d'accroître sa compétence. Nous n'avons pas cette ambition au Canada.

Nous devrions discuter des moyens d'aider les Canadiens qui vivent dans la pauvreté, soit plus de 20 p. 100. Comment pouvons-nous leur venir en aide? En augmentant les sommes versées aux pensionnés, aux assistés sociaux ou aux malades incapables de travailler. Nous pouvons le faire en réduisant les impôts des personnes à revenus inférieurs et moyens. Mieux encore enfin, nous le pouvons en mettant fin à l'aide que nous dispensons aux sociétés depuis trop d'années. Supprimons les échappatoires dont usent les sociétés et les grandes entreprises au pays.

Adoptons la recommandation essentielle de la Commission Carter qu'un gouvernement conservateur avait chargée d'enquêter sur la structure fiscale au Canada. Elle avait recommandé la suppression des échappatoires. Elle préconisait le paiement d'impôts en fonction de la capacité contributive prétendant que le revenu est imposable indépendamment de sa source. Si nous agissions ainsi,